ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Région bruxelloise et par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, le 9 avril 1985, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté royal "constituant la Société du Logement de la Région bruxelloise et établissant ses premiers statuts", et, le 29 avril 1985, d'une lettre par laquelle le Ministre demande communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 6 mai 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e april 1985 door de Minister van het Brusselse Gewest en door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en tot vaststelling van haar eerste statuten" en wel, volgens een brief van de Minister d.d. 29 april 1985, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft de 6e mei 1985 het volgend advies gegeven :

1. L'arrêté en projet tend à exécuter les articles 6 et 7 - mais principalement l'article 7 - de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public. Le projet organise la "Société du Logement de la Région bruxelloise", créée par l'article 7, § 1er, de la loi précitée et établit ses statuts. Selon les termes de cette disposition et de l'article 7, § 2, il s'agit d'un "organisme d'intérêt public pour le logement", classé dans la catégorie B des organismes de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, qui remplira, pour la Région bruxelloise, les "mêmes missions" que celles confiées à la Société nationale du logement et à l'Institut national du logement par le Code du logement, à l'exception toutefois, en ce qui concerne l'Institut national du logement, des attributions demeurées nationales, conformément à l'article 3, § 1er, de la loi du 28 décembre 1984.

2. L'article 20 de la loi du 28 décembre 1984, précitée dispose que "le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la date à laquelle les différentes dispositions de la présente loi entreront en vigueur". Aucun arrêté royal n'a à ce jour mis en vigueur les articles 6 et 7 de cette loi. Le projet ne prévoit pas non plus cette mise en vigueur.

Les dispositions projetées ne pourraient produire leurs effets ni être appliquées qu'après que les dispositions qui en constituent la base légale auraient été mises en vigueur par le Roi.

3. Les dispositions du projet sont principalement relatives aux statuts de la Société du logement de la Région bruxelloise qui en constituent d'ailleurs l'annexe. L'article 3 du projet a un

.../...

objet particulier. Il concerne le personnel du nouvel organisme d'intérêt public.

4. Le paragraphe ler de l'article 3 est relatif au transfert à la Société du logement de la Région bruxelloise d'une partie du personnel de la Société nationale du logement, de l'Institut national du logement et de la Société nationale terrienne. Il tend à empêcher que les fonctions de directeur général et de directeur général adjoint soient confiées à des fonctionnaires transférés. Selon l'article 6, § ler, de la loi du 28 décembre 1984 précitée, ce transfert ne peut être décidé qu'après avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise, de l'Exécutif flamand et de l'Exécutif régional wallon. Il ressort, en outre, de cette disposition légale que ce transfert est soumis aux conditions fixées par l'article 2 de la même loi, dont le paragraphe 3, exige la concertation préalable avec les organisations représentatives du personnel.

Le projet n'a été soumis ni à l'avis de l'Exécutif flamand, ni à celui de l'Exécutif régional wallon, ni à la concertation avec les organisations représentatives du personnel. La disposition qui figure à l'article 3, § ler, du projet n'est donc pas en état d'être soumise à l'avis de la section de législation.

Au surplus, en tant qu'il refuse aux fonctionnaires dirigeants des organismes dissous la possibilité d'être transférés à un emploi de fonctionnaire dirigeant de la Société du logement de la Région bruxelloise, le projet ne paraît pas conforme à l'article 2, § 3, alinéa 2, de la loi précitée du 28 décembre 1984. Le Conseil d'Etat ne partage pas, à ce sujet, l'opinion exprimée par le Ministre au 1° de sa lettre du 5 avril 1985.

5. Le paragraphe 2 de l'article 3 du projet rend applicables au personnel de la Société du logement de la Région bruxelloise,

.../...

deux arrêtés royaux du 8 janvier 1973 dont l'un fixe le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public et dont l'autre porte le statut pécuniaire du meme personnel.

En vertu de l'article 7, §§ ler et 2, de la loi précitée du 28 décembre 1984, la Société du logement de la Région bruxelloise est un organisme d'intérêt public auquel s'applique la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Aux termes de l'article 11, § ler, de cette dernière loi, le statut du personnel des organismes est fixé par le Roi sur proposition du ou des Ministres dont ils relèvent et de l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions; en outre, l'accord du Ministre des Finances est requis pour la fixation du statut pécuniaire. En vertu de l'article 7, § 10, de la loi du 28 décembre 1984 précitée, les compétences attribuées par la loi du 16 mars 1954 au Ministre des Finances sont pour la Société du logement de la Région bruxelloise exercées par le Président de l'Exécutif de la Région bruxelloise.

L'accord du Ministre de la Fonction publique n'a pas été obtenu et le Président de l'Exécutif qui soumet le projet au Conseil d'Etat ne paraît pas avoir expressément donné son accord en tant qu'il exerce les attributions du Ministre des Finances prévues par la loi précitée du 16 mars 1954. Sur ce point également, le projet n'est pas en état d'être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

6. Ainsi qu'il a été dit, l'objet principal du projet est de fixer les statuts de la Société du logement de la Région bruxelloise.

Le projet pose ainsi la question des pouvoirs du Roi de fixer ces statuts.

La Société du logement de la Région bruxelloise a été créée par l'article 7 de la loi du 28 décembre 1984 précitée qui en a fait un organisme d'intérêt public auquel s'applique la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de

certains organismes d'intérêt public (article 7, §§ 1er et 2). Les paragraphes 3 à 11 de cet article 7 contiennent certaines règles relatives à l'organisation de la Société en ayant en vue principalement les aspects linguistiques de cette organisation. Le paragraphe 12 de cet article soumet à la proposition de l'Exécutif de la Région bruxelloise et à la délibération en Conseil des Ministres les arrêtés royaux pris en exécution des paragraphes précédents. Le paragraphe 12 ne contient pas en faveur du Roi, une habilitation particulière qui Lui conférerait le pouvoir de déroger aux lois en vigueur ou de prendre des dispositions qui, normalement, relèvent de la compétence du législateur. Le pouvoir que le Roi possède de prendre des mesures pour assurer l'exécution de l'article 7 de la loi du 28 décembre 1984 précitée ne Lui permet donc pas de fixer pour la Société du logement de la Région bruxelloise, un statut juridique particulier dérogeant aux lois en vigueur.

7. Selon l'article 4 du projet, les lois sur les sociétés commerciales sont d'application à la Société du logement de la Région bruxelloise, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le Code du logement (1) ou par les statuts annexés à l'arrêté en projet.

Si la loi précitée du 28 décembre 1984 n'a pas précisé la forme juridique de l'organisme d'intérêt public pour le logement qu'elle crée, les paragraphes 5 à 7 de l'article 7 semblent indiquer que le législateur n'a pas exclu que la Société du logement de la Région bruxelloise puisse prendre la forme d'une société.

L'article 1er des statuts précise que la Société du logement de la Région bruxelloise est une société civile ayant la forme d'une société anonyme.

.../...

(1) Ce Code constitue l'annexe à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 (et non du 17 décembre 1970, comme il est indiqué par erreur à l'article 4 du projet) portant le Code du logement.

La forme juridique ainsi donnée est conférée en application de l'article 212, alinéa 1er, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales qui autorise les sociétés dont l'objet est de nature civile à emprunter, sans perdre ce caractère, les formes de sociétés commerciales.

L'alinéa 1er de l'article 212 se termine par une importante précision : "en se conformant aux dispositions du présent titre".

Il est dès lors certain que la Société du logement de la Région bruxelloise devrait faire l'objet d'un acte de constitution dans le respect des articles 29 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et que l'arrêté royal devrait se borner à approuver les statuts de cette Société plutôt que de l'en "doter" comme tend à le faire l'article 1er du projet. En tout état de cause, l'arrêté royal d'approbation des statuts ne pourrait entrer en vigueur qu'au jour de la constitution de la société anonyme.

D'autre part, l'article 4 du projet énonce la réserve que si les lois sur les sociétés commerciales sont d'application à la Société du logement de la Région bruxelloise, c'est pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le Code du logement ou par les statuts de la société.

Il ne résulte pas de la loi du 28 décembre 1984 qu'une quelconque habilitation ait été donnée au Roi de modifier les lois coordonnées sur les sociétés commerciales ou d'y déroger. Les statuts eux-mêmes ne peuvent évidemment pas contenir des clauses dérogeant aux dispositions impératives des lois sur les sociétés commerciales.

L'article 4 du projet ne pourrait dès lors comprendre que le premier membre de la phrase, savoir :

"Les lois sur les sociétés commerciales sont d'application à la Société du logement de la Région bruxelloise".

.../...

8. L'article 2 du projet dispose :

"Tant que la Société du Logement de la Région bruxelloise ne compte qu'un seul actionnaire, tous les administrateurs seront nommés par arrêté royal délibéré en Exécutif de la Région bruxelloise et toutes les compétences de l'assemblée générale des actionnaires seront exercées par le conseil d'administration".

La disposition, en sa première phrase, est contraire non seulement à l'article 55, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales mais aussi à l'article 7, § 5, de la loi précitée du 28 décembre 1984, qui prévoit que les administrateurs sont élus par l'assemblée générale. Elle est également en contradiction avec les articles 15 et 16 des statuts en projet qui spécifient expressément que l'assemblée générale élit les membres du conseil d'administration.

La disposition, en sa deuxième phrase, qui autorise le conseil d'administration à exercer les compétences de l'assemblée générale des actionnaires, est contraire à l'article 54, alinéa 1er, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

La loi du 28 décembre 1984 ne comporte aucune disposition habilitant le Roi à nommer les administrateurs et ne prévoit pas que la Société du logement de la Région bruxelloise pourrait ne comporter, fût-ce provisoirement, qu'un seul actionnaire.

Certes, la disposition en projet pourrait être rapprochée de l'arrêté royal du 21 octobre 1980 constituant la Société régionale d'investissement de la Région bruxelloise

.../...

et établissant ses premiers statuts, mais cet arrêté royal fut pris en exécution de la loi du 2 avril 1962 constituant une société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, laquelle loi comportait des dispositions spécifiques qui permettaient, notamment, qu'une société anonyme soit constituée par un seul fondateur qui souscrit la totalité des actions et permettait, dans ce cas, de confier au conseil d'administration l'exercice des attributions de l'assemblée générale.

A défaut, dans la loi du 28 décembre 1984, de dispositions semblables et d'habilitation particulière donnée au Roi, l'article 2 du projet excéderait les pouvoirs du Roi et ne pourrait être admis. Il semble, en outre, qu'il y ait une contradiction entre cet article 2 et l'article 41 des statuts en projet.

9. Comme il a été indiqué, la Société du logement de la Région bruxelloise ne peut adopter des statuts qui dérogent aux lois sur les sociétés commerciales. Or, notamment les articles suivants des statuts en projet ne sont pas conformes aux dispositions impératives des lois sur les sociétés commerciales :

- l'article 9, en tant qu'il prévoit que le capital est entièrement souscrit par l'Etat;

- l'article 15, en tant qu'il confie au Roi la nomination et la révocation du président et du vice-président du conseil d'administration, est contraire à l'article 55 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

.../...

- l'article 28, en tant qu'il déroge à l'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (le texte néerlandais du projet paraît comporter une erreur, l'abréviation "nl." ayant apparemment pris la place du mot "niet");

- l'article 39, en tant qu'il prévoit que la société anonyme ne pourrait être dissoute que par une loi.

10. Les statuts en projet contiennent un certain nombre de dispositions qui ne peuvent trouver leur place dans les statuts d'une société anonyme, notamment :

- l'article 4, en tant que les statuts prévoient que la société se donne à elle-même le pouvoir de rassembler certains renseignements qui sont en possession des administrations publiques;

- l'article 5 relatif à l'expropriation;

- l'article 6 relatif à l'intervention de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines;

- l'article 11, en ce qu'il interdit aux tiers de procéder à l'apposition des scellés;

- l'article 12, en ce qu'il reconnaît à l'Exécutif compétence pour déterminer les conditions auxquelles seront octroyées des avances remboursables ou des subventions à fonds perdus;

- l'article 13, en tant que les statuts autorisent le Roi à accorder la garantie de l'Etat;

.../...

- l'article 14, § 1er, en tant que les statuts confèrent au Ministre le pouvoir de déterminer les conditions d'"agréation";

§ 4, en tant que les statuts organisent un recours auprès du Ministre qui a le logement dans ses attributions;

§ 5, en tant qu'il organise la tutelle sur les sociétés agréées, tutelle qui n'est d'ailleurs pas conforme à celle prévue par l'article 24 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

- l'article 26, en tant qu'il reproduit les dispositions de l'article 7, § 9, de la loi précitée du 28 décembre 1984 et des articles 9 et 10 de la loi précitée du 16 mars 1954;

- l'article 40, en tant que les statuts accordent, pour une société anonyme, la gratuité des publications au Moniteur belge.

11. En vertu de l'article 1er de la loi du 28 décembre 1984 précitée, lorsque l'Institut national du logement, la Société nationale du logement et la Société nationale terrienne seront supprimés, ce qui se produira lorsque cet article 1er aura été mis en vigueur, les lois qui ont créé ces organismes seront abrogées. Par ailleurs, l'article 7, § 1er, de la loi du 28 décembre 1984 précitée dispose que la Société du logement de la Région bruxelloise "remplit les mêmes missions que celles confiées à la Société nationale du logement et à l'Institut national du logement" à l'exception des tâches qui sont transférées au Ministre des Travaux publics. Il ressort de la combinaison de ces deux dispositions que les lois

abrogées continueront à produire des effets dans la mesure où elles serviront à définir les missions de la Société du logement de la Région bruxelloise.

Des difficultés peuvent cependant se produire pour l'application de l'article 7, § 1er. On peut, en effet, se demander si la notion de "mission" doit être comprise au sens strict, c'est-à-dire comme ne comprenant que l'indication des tâches qui étaient confiées à la société et à l'institut dissous, ou si, au contraire, il doit être admis que les moyens qui étaient mis à la disposition des organismes dissous ou de l'un d'eux pour accomplir ces tâches, comme par exemple le pouvoir de procéder à des expropriations (1), sont également attribués au nouvel organisme.

Pour éviter des contestations, si le Gouvernement décidait de remplacer l'arrêté royal en projet par un projet de loi, il se recommanderait que celui-ci indiquât clairement quelles sont les dispositions du Code du logement qui seront abrogées le jour où les trois organismes existant actuellement seront supprimés et quelles sont les dispositions de ce Code qui demeureront applicables à l'organisme nouveau.

---

(1) L'article 20 du Code du logement prévoit que la Société nationale du logement peut être autorisée par arrêté royal à procéder à des expropriations pour cause d'utilité publique.

1. Het ontworpen besluit strekt tot uitvoering van de artikelen 6 en 7 - maar hoofdzakelijk van artikel 7 - van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut. Het ontwerp richt de bij artikel 7, § 1, van de voormelde wet opgerichte "Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij" in en stelt de statuten ervan vast. Volgens de bewoordingen van die bepaling en van artikel 7, § 2, gaat het om "een instelling van openbaar nut voor de huisvesting", gerangschikt in categorie B van de instellingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, welke instelling voor het Brusselse Gewest "dezelfde opdrachten" zal vervullen als die welke door de Huisvestingscode toevertrouwd zijn aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en aan het Nationaal Instituut voor de Huisvesting, met uitzondering evenwel, wat het Nationaal Instituut voor de Huisvesting betreft, van de bevoegdheden die overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 28 december 1984 nationaal zijn gebleven.

2. Artikel 20 van de voormelde wet van 28 december 1984 luidt als volgt : "De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de datum waarop de diverse bepalingen van deze wet in werking treden". Tot dusver heeft geen enkel koninklijk besluit de artikelen 6 en 7 van deze wet in werking gesteld en ook het ontwerpbesluit voorziet daar niet in.

De ontworpen bepalingen zouden pas uitwerking kunnen hebben of toegepast kunnen worden nadat de Koning de bepalingen die er de rechtsgrond van vormen, in werking zou hebben doen treden.

.../...

3. De bepalingen van het ontwerp hebben hoofdzakelijk betrekking op de statuten van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij die er trouwens als bijlage aan toegevoegd zijn. Artikel 3 van het ontwerp heeft een bijzondere strekking. Het heeft betrekking op het personeel van de nieuw opgerichte instelling van openbaar nut.

4. Paragraaf 1 van artikel 3 betreft de overplaatsing van een deel van het personeel van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij, naar de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij. Het doel van die paragraaf is te verhinderen dat de ambten van directeur-generaal en van adjunct-directeur-generaal aan overgeplaatste ambtenaren worden verleend. Volgens artikel 6, § 1, van de voormelde wet van 28 december 1984 kan eerst nadat de Executieve van het Brusselse Gewest, de Vlaamse Executieve en de Waalse Gewestexecutieve een advies hebben gegeven, tot die overplaatsing worden besloten. Uit die wetsbepaling blijkt bovendien dat voor deze overplaatsing de voorwaarden gelden die gesteld zijn bij artikel 2 van dezelfde wet, waarvan paragraaf 3 voorafgaand overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel vereist.

Het ontwerp is noch aan de Vlaamse Executieve, noch aan de Waalse Gewestexecutieve voor advies en evenmin aan de representatieve vakorganisaties van het personeel voor overleg voorgelegd.

De bepaling die in artikel 3, § 1, van het ontwerp staat, is dus niet in zoverre gereed dat zij voor advies aan de afdeling wetgeving kan worden voorgelegd.

.../...

Daarbij komt dat het ontwerp, voor zover het de leidend ambtenaren van de ontbonden instellingen niet de mogelijkheid biedt naar een betrekking van leidend ambtenaar van de Brusselse Huisvestingsmaatschappij te worden overgeplaatst, niet conform artikel 2, § 3, tweede lid, van de voormelde wet van 28 december 1984 blijkt te zijn. De Raad van State deelt in dezen niet de mening die de Minister in de tekst onder 1° van zijn brief van 5 april 1985 te kennen heeft gegeven.

5. Paragraaf 2 van artikel 3 van het ontwerp maakt op het personeel van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij twee koninklijke besluiten van 8 januari 1973 toepasselijk, waarvan het ene het personeelsstatuut van sommige instellingen van openbaar nut vaststelt en het andere de bezoldigingsregeling van datzelfde personeel inhoudt.

Krachtens artikel 7, §§ 1 en 2, van de voormelde wet van 28 december 1984 is de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij een instelling van openbaar nut waarop de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut toepassing vindt. Naar luid van artikel 11, § 1, van die wet wordt het statuut van het personeel van de instellingen vastgesteld door de Koning, op de voordracht van de minister of van de ministers, onder wie zij ressorteren, en in overeenstemming met de minister, die het Openbaar Ambt in zijn bevoegdheid heeft; bovendien is voor de vaststelling van de bezoldigingsregeling de instemming van de Minister van Financiën vereist. De bevoegdheden die bij de wet van 16 maart 1954 aan de Minister van Financiën verleend zijn, worden wat de

.../...

Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij betreft, krachtens artikel 7, § 10, van de voormelde wet van 28 december 1984 uitgeoefend door de Voorzitter van de Executieve van het Brusselse Gewest.

De instemming van de Minister van Openbaar Ambt is niet verkregen en de Voorzitter van de Executieve die het ontwerp aan de Raad van State voorlegt, blijkt niet uitdrukkelijk zijn instemming te hebben betuigd voor zover hij de in de voormelde wet van 16 maart 1954 bedoelde bevoegdheden van de Minister van Financiën uitoefent. Ook op dit punt is het ontwerp niet in zoverre gereed dat het voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State kan worden voorgelegd.

6. Het hoofddoel van het ontwerp is, zoals gezegd is, het vaststellen van de statuten van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

Naar aanleiding van het ontwerp rijst dus de vraag naar de bevoegdheden van de Koning om die statuten vast te stellen.

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij is opgericht bij artikel 7 van de voormelde wet van 28 december 1984 die er een instelling van openbaar nut van heeft gemaakt waarop de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut van toepassing is (artikel 7, §§ 1 en 2). De paragrafen 3 tot 11 van dit artikel 7 bevatten bepaalde voorschriften in verband met de organisatie van de maatschappij, die voornamelijk de taalaspecten van die organisatie beogen. Paragraaf 12 van dit artikel schrijft voor dat

.../...

de koninklijke besluiten die ter uitvoering van de voorgaande paragrafen worden uitgevaardigd, door de Executieve van het Brusselse Gewest dienen te worden voorgesteld en dat er in Ministerraad over beraadslaagd dient te worden. Paragraaf 12 voorziet niet in een bijzondere machtiging ten bate van de Koning, die Hem de bevoegdheid zou verlenen om van de geldende wetten af te wijken of om bepalingen vast te stellen die normaal tot de bevoegdheid van de wetgever behoren. De bevoegdheid die de Koning bezit om maatregelen te nemen met het oog op de uitvoering van artikel 7 van de voormelde wet van 28 december 1984 maakt het Hem dus niet mogelijk om voor de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij een bijzondere, van de geldende wetten afwijkende rechtsregeling vast te stellen.

7. Volgens artikel 4 van het ontwerp zijn de wetten op de handelsvennootschappen van toepassing op de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (1), voor zover er niet van wordt afgeweken door de Huisvestingscode of door de bij het ontworpen besluit gevoegde statuten.

Heeft de genoemde wet van 28 december 1984 de rechtsvorm van de instelling van openbaar nut voor de huisvesting welke zij opricht, niet nader bepaald, de

.../...

---

(1) Die Code vormt de bijlage bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 (niet 17 december zoals, bij vergissing, in het ontworpen artikel 4 wordt vermeld) houdende de Huisvestingscode.

paragrafen 5 tot 7 van artikel 7 lijken er toch op te wijzen dat de wetgever niet uitgesloten heeft dat de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij de vorm van een vennootschap kan aannemen.

Artikel 1 van de statuten preciseert dat de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij een burgerlijke vennootschap is met de vorm van een naamloze vennootschap.

De rechtsvorm die zodoende aan de maatschappij wordt gegeven, wordt verleend met toepassing van artikel 212, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, dat de vennootschappen waarvan het doel burgerrechtelijk is, machtigt de rechtsvorm van een handelsvennootschap aan te nemen zonder hun burgerrechtelijke aard te verliezen.

Het eerste lid van artikel 212 eindigt met een belangrijke precisering : "mits zij zich gedragen naar de bepalingen van deze titel".

Het staat derhalve vast dat er voor de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij een oprichtingsakte moet worden opgemaakt met inachtneming van de artikelen 29 en volgende van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en dat het koninklijk besluit zich ertoe zou moeten bepalen de statuten van die maatschappij goed te keuren in plaats van ze ervan te "voorzien",

.../...

zoals artikel 1 van het ontwerp beoogt te doen. Hoe het ook zij, het koninklijk besluit tot goedkeuring van de statuten zou eerst in werking kunnen treden de dag van de oprichting van de naamloze vennootschap.

Anderzijds formuleert artikel 4 van het ontwerp het voorbehoud dat de wetten op de handelsvennootschappen op de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij slechts van toepassing zijn voor zover er niet van wordt afgeweken door de Huisvestingscode of door de statuten van de maatschappij.

Uit de wet van 28 december 1984 blijkt niet dat aan de Koning enige machtiging zou zijn verleend om de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen te wijzigen of ervan af te wijken. De statuten zelf mogen natuurlijk geen voorzieningen bevatten die afwijken van de dwingende bepalingen van de wetten op de handelsvennootschappen.

Artikel 4 van het ontwerp zou derhalve slechts het eerste deel van de zin mogen bevatten namelijk :

"De wetten op de handelsvennootschappen zijn van toepassing op de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij".

.../...

8. Artikel 2 van het ontwerp luidt als volgt :

"Zolang de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij slechts één aandeelhouder telt, worden alle bestuurders benoemd bij koninklijk besluit, na beraadslaging door de Executieve van het Brusselse Gewest, en worden de bevoegdheden van de Algemene Vergadering der aandeelhouders uitgeoefend door de Raad van Bestuur".

De eerste volzin van de bepaling is niet alleen strijdig met artikel 55, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, maar ook met artikel 7, § 5, van de eerdervermelde wet van 28 december 1984, welke bepaling stelt dat de bestuurders worden verkozen door de algemene vergadering. Hij is eveneens in tegenspraak met de artikelen 15 en 16 van de ontworpen statuten die uitdrukkelijk stellen dat de algemene vergadering de leden van de raad van bestuur verkiest.

De tweede volzin van de bepaling, die de raad van bestuur machtigt de bevoegdheden van de algemene vergadering der aandeelhouders uit te oefenen, is strijdig met artikel 54, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De wet van 28 december 1984 bevat geen enkele bepaling die de Koning machtigt de bestuurders te benoemen en bepaalt niet dat de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij mogelijk slechts één aandeelhouder kan hebben, al was het maar voorlopig.

De ontworpen bepaling zou stellig vergeleken kunnen worden met het koninklijk besluit van 21 oktober 1980 tot oprichting van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor het Brusselse Gewest en tot vaststelling van haar eerste statuten, maar dat koninklijk be-

sluit is vastgesteld ter uitvoering van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een nationale investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen. Die wet bevatte specifieke bepalingen die onder meer toestonden dat een naamloze vennootschap zou worden opgericht door één enkele op alle aandelen inschrijvende oprichter, en maakte het in dat geval mogelijk de uitoefening van de bevoegdheden van de algemene vergadering aan de raad van bestuur op te dragen.

Aangezien de wet van 28 december 1984 geen soortgelijke bepalingen bevat en de Koning geen bijzondere machtiging verleent, zou artikel 2 van het ontwerp de bevoegdheden van de Koning te buiten gaan en zou het niet aangenomen kunnen worden. Daarenboven lijken dit artikel 2 en artikel 41 van de ontworpen statuten met elkaar in tegenspraak te zijn.

9. Er is al op gewezen dat de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij geen statuten mag aannemen die afwijken van de wetten op de handelsvennootschappen. Inzonderheid de volgende artikelen van de ontworpen statuten zijn niet in overeenstemming met de dwingende bepalingen van de wetten op de handelsvennootschappen :

- artikel 9, in zover het bepaalt dat het kapitaal volledig wordt onderschreven door de Staat;

- artikel 15, in zover het de Koning opdraagt de voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur te benoemen en te ontslaan, is strijdig met artikel 55 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen;

.../...

- artikel 28, in zover het afwijkt van artikel 76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen (de Nederlandse tekst blijkt een vergissing te bevatten : de afkorting "nl." staat blijkbaar in de plaats van het woord "niet");

- artikel 39, in zover het bepaalt dat de naamloze vennootschap slechts bij een wet ontbonden zou kunnen worden.

10. De ontworpen statuten bevatten een aantal bepalingen die niet thuishoren in de statuten van een naamloze vennootschap, meer bepaald :

- artikel 4, in zover de statuten bepalen dat de maatschappij zichzelf bevoegd maakt om bepaalde inlichtingen te verzamelen die in het bezit zijn van de openbare besturen;

- artikel 5, betreffende de onteigening;

- artikel 6, betreffende de bemoeiing van het bestuur van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen;

- artikel 11, in zover dit de verzegeling door derden verbiedt;

- artikel 12, in zover het de Executieve bevoegdheid verleent om de voorwaarden vast te stellen voor het toekennen van terugvorderbare voorschotten of van niet terugvorderbare toelagen;

- artikel 13, in zover de statuten de Koning machtigen om de Staatswaarborg te verlenen;

.../...

- artikel 14, § 1, in zover de statuten de Minister de bevoegdheid verlenen om de erkenningsvoorwaarden te bepalen;

§ 4, in zover de statuten beroep openstellen bij de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort;

§ 5, in zover deze het toezicht op de erkende vennootschappen regelt, welk toezicht overigens niet in overeenstemming is met het toezicht bedoeld door artikel 24 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

- artikel 26, in zover het de bepalingen van artikel 7, § 9, van de voornoemde wet van 28 december 1984 en van de artikelen 9 en 10 van de voornoemde wet van 16 maart 1954 overneemt;

- artikel 40, in zover de statuten, aan een naamloze vennootschap, kosteloosheid verlenen voor de bekendmakingen in het Belgisch Staatsblad.

11. Artikel 1 van de voornoemde wet van 28 december 1984 bepaalt dat, als het Nationaal Instituut voor de huisvesting, de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en de Nationale Landmaatschappij afgeschaft zullen worden, hetgeen zal geschieden zodra dit artikel 1 in werking is gesteld, de wetten die deze instellingen hebben opgericht, opgeheven zullen zijn. Anderzijds bepaalt artikel 7, § 1, van de voornoemde wet van 28 december 1984 dat de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij "dezelfde opdrachten vervult als die welke aan de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en aan het Nationaal Instituut voor de huisvesting waren toegewezen" met uit-

.../...

zondering van de taken die zijn overgedragen aan de Minister van Openbare Werken. Uit de samenlezing van deze twee bepalingen blijkt dat de opgeheven wetten gevolgen zullen blijven hebben in zover zij zullen dienen om de opdrachten van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij te omschrijven.

Er kunnen echter moeilijkheden rijzen wat betreft de toepassing van artikel 7, § 1. Men kan zich immers afvragen of het begrip "opdracht" in strikte zin dient te worden opgevat, met andere woorden als zou het alleen de opgave inhouden van de taken welke waren toegewezen aan de maatschappij en het instituut die ontbonden zijn. Of moet daarentegen worden aangenomen dat de middelen die de ontbonden instellingen of een ervan ter beschikking waren gesteld om die taken te vervullen, zoals bijvoorbeeld de bevoegdheid om onteigeningen te verrichten (1), eveneens aan de nieuwe instelling worden verleend ?

Om betwistingen te vermijden zou het aanbeveling verdienen dat de Regering, indien zij ertoe zou besluiten het ontworpen koninklijk besluit te vervangen door een wetsontwerp, hierin duidelijk zou aangeven welke bepalingen van de Huisvestingscode zullen worden opgeheven op de dag dat de drie thans bestaande instellingen afgeschaft zullen zijn en welke bepalingen van die Huisvestingscode op de nieuwe instelling toepasselijk zullen blijven.

---

(1) Artikel 20 van de Huisvestingscode bepaalt dat aan de Nationale Maatschappij voor de huisvesting bij koninklijk besluit machtiging kan worden verleend om onteigeningen ten algemenen nutte uit te voeren.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.